

Monique Mombert :

Sous le signe de la rééducation. Jeunesse et Livre en zone d'occupation française 1945-1949.

Presses universitaires de Strasbourg, 1995, 232 p.

Après l'étude de Corine Defrance sur la politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin, le Centre d'études germaniques de Strasbourg présente, dans sa nouvelle collection *Les mondes germaniques*, un autre ouvrage traitant des aspects de la politique d'occupation française après la Seconde Guerre mondiale. Il est le fruit, bien mûri, d'une recherche de longue haleine, puisqu'il s'agissait d'abord d'une thèse de troisième cycle en études germaniques, dirigée par Jean-Baptiste Neveux et soutenue à l'université de Strasbourg II en 1985.

A l'époque, Monique Mombert était un des tout premiers chercheurs à avoir accès aux fonds de Colmar, où le Quai d'Orsay venait d'installer une antenne pour ses archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche. Pour la publication tardive de sa thèse, elle a évidemment tenu à la remanier en profondeur. En tout cas, le présent ouvrage tient largement compte non seulement des progrès considérables de la recherche dans ce domaine depuis le milieu des années 80, mais aussi des archives nouvellement ouvertes à Colmar.

Le sujet de fond est la rééducation dans l'Allemagne occupée, la jeunesse et le livre étant les deux secteurs principaux intimement liés. En effet, le livre représentait - aux yeux des Français - un des moyens les plus prometteurs d'une rééducation destinée tout particulièrement à la jeunesse allemande (pp. 22, 148). L'introduction de Monique Mombert a d'ailleurs le grand mérite de bien clarifier les choses, distinguant la rééducation et ses connotations respectives des notions de dénazification et de mission culturelle.

Peu surprenant, l'étude elle-même se divise en deux grandes parties. Sont présentés, dans la première partie, le cadre général de la politique de la jeunesse, les pratiques françaises et leur réception allemande, le rôle médiateur entre occupants et occupés que jouait l'Eglise catholique dans la rééducation, ainsi que des revues destinées à rééduquer la jeunesse. La deuxième partie traite de la reconstruction de l'édition allemande et de son instrumentalisation par l'administration occupante, des conditions de la lecture publique d'après-guerre, ainsi que des rôles attribués respectivement à la littérature française et à la nouvelle production allemande, conformément aux objectifs rééducateurs.

Sans pouvoir détailler tous les résultats, limitons-nous à la présentation des plus pertinents au regard de l'état actuel de la recherche. Ces résultats se situent finalement dans le droit fil des travaux récents qui mettent en question, une fois de plus, l'image

toujours répandue, d'une politique d'occupation française entièrement destructrice et revancharde.

Le culturel au service des intérêts sécuritaires de la France

Monique Mombert confirme, au contraire, la concomitance de positions différentes, l'ambivalence des conceptions et l'hétérogénéité des pratiques, peu à même d'être décrites en noir et blanc. Les initiatives françaises, loin d'être toutes constructives bien sûr, contenaient un potentiel de démocratisation véritable, et cela non par idéalisme, mais plutôt par pragmatisme. Autant que d'autres domaines de la politique d'occupation, le culturel servait les intérêts sécuritaires de la France. Ceux-ci ont primé pendant tout la période considérée, bien que le contenu même de la notion de sécurité eût bien changé par rapport à la période de l'entre-deux-guerres.

Dès le début, les directives gouvernementales ont défini un cadre large, ouvert et dynamique. « Leur signification ne doit pas être sous-estimée » tout au long des quatre années qui ont suivi (p. 34), même si les autorités parisiennes sont plutôt restées dans l'ombre. Paris a admis et approuvé les activités de Baden-Baden sans pour autant prendre, dans le cas du livre, de propres initiatives. De nouvelles orientations se sont fait sentir à partir de 1947. Jusqu'à cette date, la reconstruction de l'édition allemande rimait plutôt avec démilitarisation et dénazification (p. 113). Des aspects de démocratisation, inscrits dans les textes dès 1945, ont ensuite pris davantage de poids. En tout état de cause, parler d'un « tournant » supposant des objectifs nouveaux de l'occupation française en Allemagne ne serait point adéquat (pp. 139-142, 207).

Des constatations identiques s'imposent quant aux mesures françaises adoptées à l'égard de la jeunesse allemande. Cohérence et continuité conceptuelles prévalaient beaucoup plus que la recherche historique ne l'a longtemps reconnu. En effet, une politique d'ouverture et d'encouragement (au dialogue) allait de pair avec une volonté de contrôle (p. 56). Une pédagogie nouvelle, devant conduire à l'esprit démocratique et au respect de l'individu, cohabitait avec une « pédagogie de propagande » au nom de la mission culturelle française. Du point de vue gouvernemental, deux éléments faisaient partie d'un même ensemble, mettant en œuvre une « Politik des sowohl als auch » plutôt qu'une « Politik des als ob » (Henke). Mais force est de constater que, complémentaires en théorie, la mise en pratique comme la réception de telles mesures de rééducation ne manquaient pas d'ambiguïtés.

Une politique culturelle qui portera ses fruits à long terme seulement

Monique Mombert reste, à juste titre, très prudente lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact à court terme de la politique culturelle française. Bien sûr, dans les deux secteurs du livre et de la jeunesse, s'établirent, entre Français et Allemands, des mécanismes de coopération, base de compromis nécessaires, d'institutions futures et d'engagements personnels dans le dialogue franco-allemand, bien au delà de la période de l'Occupation. Mais, à l'époque même, les succès de cette politique étaient à peine perceptibles. S'appuyant sur des rapports administratifs et des sondages français, Monique Mombert montre bien le pessimisme et le désenchantement de l'occupant envers les

jeunes occupés (pp. 67-71). Trop souvent, les ventres creux et les soucis quotidiens contrecarraient la vie intellectuelle des jeunes Allemands et en mai 1949, lors de la création de la République fédérale, l'objectif de la démocratisation semblait loin d'être acquis.

Somme toute, la présente étude nous éclaire sur une approche gouvernementale pragmatique en matière culturelle dans le cadre de sa politique allemande. Elle nous éclaire sur les contraintes matérielles et psychologiques énormes, aussi bien sur la mise en œuvre d'une politique de rééducation par les responsables français que de l'accueil de telles mesures par une jeunesse allemande, dans sa grande majorité, en plein désarroi. Elle nous éclaire finalement sur une période très complexe des relations franco-allemandes, dont l'analyse demande beaucoup de doigté aux chercheurs. Monique Mombert y a parfaitement réussi.

Dietmar Hüser